

LA COMMUNE DE PARIS

MONITEUR DES CLUBS

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ, SOLIDARITÉ.

Vivre en travaillant ou mourir en combattant.

ON S'ABONNE A PARIS :

RUE DE RIVOLI, 16.

	Paris.	Départ.
3 mois.	6 fr.	9 fr.
6 —	12 —	18 —
Un an.	24 —	36 —

S'adresser pour l'administration au citoyen SOBRIER, directeur-gérant ; Pour la rédaction au citoyen CAHAIGNE, rédacteur en chef, au bureau du Journal, rue de Rivoli, 16. (Affranchir.)

Tous les corps d'état sont convoqués par leurs délégués pour se réunir aujourd'hui, à huit heures précises du matin, et se rendre en corps au Champ-de-Mars, afin d'élire les capitaines d'état-major de la garde nationale qui doivent être choisis dans le sein des diverses industries.

Nous prions tous les révolutionnaires, nos amis, connus et inconnus, tous les présidents de clubs, tous les chefs de corporations de passer dans nos bureaux afin de nous donner des renseignements sur la situation, qui devient plus grave tous les jours. Plus que jamais il importe de se serrer et de se concerter pour tenir tête à la réaction.

Paris, 15 avril.

MANIFESTE DES SOCIÉTÉS SECRÈTES.

Républicains.

L'organisation de nos sociétés secrètes date de 1815. Alors il fallait renverser un pouvoir odieux ; nous poursuivîmes ce but sans relâche. Les persécutions, l'exil, la prison, l'échafaud, loin de nous abattre, ne firent qu'accroître notre énergie. BERTON, BORIS, VALÉE, CARON, ces glorieux martyrs, payèrent de leur sang leur dévouement à la sainte cause de la liberté. Notre infatigable persistance amena le triomphe de 1830. Mais le peuple ne sut pas profiter de la victoire. La bourgeoisie releva le trône.

Nous dûmes donc nous remettre à l'œuvre ; cette fois, une double mission nous était imposée : l'établissement de la forme républicaine et la fondation d'un ordre social nouveau. Le 24 février, nous avons conquis la République ; la question politique est ainsi résolue. Ce que nous voulons maintenant, c'est la solution de la question sociale, c'est un prompt remède aux souffrances des Travailleurs, c'est enfin l'application des principes contenus dans notre Déclaration des Droits de l'Homme.

DÉCLARATION DES DROITS.

Le but de toute société est le maintien des droits naturels et imprescriptibles de l'homme ; en d'autres termes, la réalisation de la formule républicaine :

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le premier droit de l'homme est le droit de vivre.

Ce droit en implique un autre, celui de l'entier développement et de l'exercice des facultés physiques, morales et intellectuelles de l'homme ; c'est ce droit qui constitue la Liberté.

La Liberté est égale pour tous.

Le droit de se réunir, de s'associer, de manifester ses opinions philosophiques, politiques et religieuses est la conséquence nécessaire de la liberté.

Le travail est une des conditions de la vie de l'homme ; la société doit du travail à chacun de ses membres et des moyens d'existence à ceux qui sont hors d'état de travailler.

Plus de pauvres sous la République.

L'agriculture et l'industrie, ces deux grandes sources du bien-être des peuples, méritent toute la sollicitude de l'État.

La propriété est le droit individuel ou collectif d'user de ce que l'on possède.

Ce droit est subordonné à l'intérêt de la société, et doit être réglementé par la loi.

Le revenu de la propriété, ainsi que le produit du travail, sont soumis à l'impôt.

L'impôt doit être progressif, c'est-à-dire qu'il doit croître en raison du superflu, et ne jamais atteindre le nécessaire.

La société doit à tous ses membres l'éducation physique, morale et intellectuelle.

Nul ne peut être soustrait au bienfait de l'éducation publique.

L'enseignement doit être gratuit pour tous.

La loi est l'expression des rapports sociaux.

Elle ne peut être établie et maintenue que par la volonté du peuple.

La justice est la gardienne des lois, des droits et des devoirs.

La justice doit être accessible à tous, et rendue par les élus du peuple.

Le peuple est seul souverain.

La souveraineté est indivisible et inaliénable.

Le Gouvernement n'existe et n'exerce son pouvoir qu'en vertu de la délégation du peuple.

Tout citoyen est électeur, tout citoyen est éligible.

Tout citoyen est admissible aux fonctions publiques. L'armée, c'est le peuple organisé pour la défense de ses droits et de son territoire.

Elle se compose de tous les citoyens en état de porter les armes.

Tous les hommes sont frères.

La fraternité est le lien moral des peuples ; elle établit entre eux la solidarité, la communauté de tous les intérêts.

Tout gouvernement qui viole les principes éternels d'égalité, de liberté et de fraternité est l'ennemi des peuples. L'insurrection contre lui est le plus saint des devoirs.

A l'œuvre donc, frères !

Le monde nous contemple ! A nous d'assurer le présent et de fonder l'avenir. Unissons-nous. Serrons nos rangs pour la lutte électorale qui se prépare. N'oublions jamais que ceux qui ne sont pas ouvertement pour nous sont contre nous : point de transaction possible entre les soutiens du privilège, aujourd'hui déguisés en républicains, et les fervents apôtres de la démocratie. Notre tâche est immense ; la France n'est pas la seule à nous demander son salut. Que nos aspirations s'étendent au delà des limites de la patrie ! Tous les peuples sont frères, et chacun d'eux doit avoir sa part dans nos pensées de régénération.

Au citoyen Marie, ministre des Travaux publics.

A la demande des OUVRIERS DES CATACOMBES ET DES OUVRIERS CARRIERS, nous nous sommes aujourd'hui rendus à Montrouge, Boanias et moi, accompagnés des citoyens Frédéric Gérard et Samson, patriotes éprouvés, ce dernier, commissaire de police.

Nous sommes descendus dans les catacombes, et là nous avons été témoins d'un spectacle qui nous a brisé le cœur et fait frémir d'indignation.

Je me suis demandé si nous étions véritablement dans cette capitale qui s'enorgueillit de marcher à la tête de la civilisation, qui professe au premier rang des peuples les grands et sacrés devoirs de l'humanité, ou bien si nous étions dans les mines de Sibérie sous le gouvernement farouche du czar.

Ces frères, qui portent sur la figure les traces profondes de la souffrance, m'ont dit que leurs plus légitimes réclamations avaient toujours été repoussées par les ingénieurs : — ils n'ont pas eu leur part des secours accordés par la ville de Paris ; — ils ont été abandonnés au mauvais vouloir et à l'incurie de chefs incapables.

Le règlement prescrit qu'on bâtit des planchers dès qu'on a dépassé la profondeur de trente pieds ; les ingénieurs Sentis et Yunker ne s'y sont pas conformés : il en est résulté des accidents, des blessures, la mort pour des carriers ! Ceux qui ne flattaient pas leurs caprices ont été impitoyablement renvoyés.

Parmi eux se trouvaient des pères de famille : le citoyen Petit s'est asphyxié dernièrement ; plusieurs sont morts de désespoir.

Un ouvrier blessé a été abandonné par eux, sans soins et sans secours, dans le souterrain : ses frères ont dû l'emporter eux-mêmes pour ne point le laisser périr.

Aux jours de février, ils ont demandé à venir aux secours des Parisiens ; les chefs les en ont empêchés en les menaçant de les priver d'ouvrage et de les abandonner à la misère et à la faim.

« Nous avons donné, m'a dit l'un d'eux, une journée de travail à la République ; les riches n'ont pas suivi notre exemple : c'était notre pain que nous avons offert, et nous sommes prêts à donner notre sang ! Il n'est pas de sacrifices que nous ne fassions pour la patrie, si elle était en danger. Nous sommes dix-huit mille, et nous saurons prouver que dans les entrailles de la terre il y a des patriotes dévoués. — Il y aurait des Brutus parmi nous ! » s'est écrié un autre ouvrier.

Celui qui parlait ainsi était un vieillard de 75 ans, un soldat des armées de la République (11 blessures).

Ce que j'ai vu reste au-dessous de toute expression. J'ai embrassé ces braves gens, et nous sommes sortis de ces tombeaux douloureusement affectés de voir ces généreux enfants d'une même patrie traités à l'égal de la brute. Oh ! que justice soit faite de ces misérables administrateurs — prompts et éclatants — ou ces frères désespérés se la feront eux-mêmes !

Nous demandons immédiatement le renvoi de ces fonctionnaires indignes, et nous engageons tous les

hommes de cœur à aller fraterniser avec ces martyrs du travail.

Si le peuple veut des preuves, qu'il aille aux adresses des victimes, chez Barré, rue Faubourg-Saint-Jacques, 13 ; Aubert, à l'hospice Cochin ; Lestriache, à Arcueil ; Vauglade, rue des Amandiers, 8 ; Torchet, rue des Trois-Couronnes ; Mme Clément, rue du Faubourg Saint-Jacques, 1 ; Berny, même rue, 25 ; Saint Martin, rue Mouffetard, et chez tous les ouvriers des carrières.

ESPÉREZ, FRÈRES ; le jour de la justice pour tous est proche !

SOBRIER.
16, rue de Rivoli.

Quelques journaux ont prétendu que c'était sur la demande du citoyen Louis Blanc qu'avait été prononcée la suppression de la chaire d'économie politique occupée au Collège de France par M. Michel Chevalier, donnant ainsi à entendre que le citoyen Louis Blanc avait répondu par une destitution aux attaques dirigées contre ses doctrines.

Nous sommes autorisés à déclarer de la manière la plus formelle que c'est là une indigne calomnie.

Nous sommes également autorisés à déclarer qu'il y a une autre calomnie dans la nouvelle reproduite par quelques journaux en ces termes : « Qu'un règlement signé de MM. Louis Blanc et Albert embrigadait les votes et donnait au scrutin le caractère d'une lutte à main armée, peut-être de l'oppression sanglante de la majorité par la minorité. »

Il est de toute fausseté que les citoyens Louis Blanc et Albert aient, soit directement, soit indirectement, désigné un candidat quelconque au choix des ouvriers.

Il est de toute fausseté qu'ils aient voulu en quoi que ce soit gêner la liberté des suffrages ; tout au contraire, ils ont donné leur approbation à un règlement adopté par les représentants des travailleurs, règlement ayant précisément pour but de consacrer la complète indépendance des votes populaires.

Un commissaire général a jugé convenable de donner sa démission ; mais avant de quitter son département, il adresse aux habitants une lettre dans laquelle il leur donne les motifs de sa retraite : « Je me retire, leur dit-il, parce que mes opinions ne sont plus d'accord avec celles du citoyen Ledru-Rollin. »

Cette lettre a dû nécessairement produire sur les esprits une impression fâcheuse soit dans un sens, soit dans l'autre, mauvaise toujours, et qu'on aurait pu facilement éviter. En effet, le citoyen dont les opinions diffèrent aujourd'hui tellement de celles du ministre de l'intérieur ne devait-il pas s'attendre à cette divergence un peu plus tôt, un peu plus tard ?

Pour nous, nous l'affirmons, et nous en trouvons la cause dans les antécédents de la révolution de février et dans les premiers actes de la République.

La révolution de février porte un cachet essentiellement démocratique ; et la République, dans ses premiers jours, a eu le tort de confier des emplois supérieurs à un grand nombre de députés de l'ancienne gauche dynastique. Il y a divergence complète entre les barrotistes et les démocrates ; tandis que de Barrot à Thiers il n'y a qu'un pas, et pour nous, Thiers et Guizot sont aussi coupables, au point de vue de l'idée démocratique. Quand Thiers s'unit à Barrot, la gauche dynastique perd toute espèce de semblant de principe, et le discours de Ledru-Rollin à l'ouverture de la session de 1845-46 est resté comme un monument qui flétrit à jamais cette alliance d'ambitions diverses.

La gauche dynastique comme les républicains a crié, il est vrai, *Vive la réforme* ! Mais ce cri, poussé à la fois dans les deux camps, avait-il partout la même signification ? Nous ne le pensons pas. Pour les uns, la réforme électorale et parlementaire n'était que l'adjonction aux droits de suffrage de la seconde liste du jury : c'est encore une aristocratie d'électeurs. Les démocrates, au contraire, voulaient le vote universel et direct comme un des droits imprescriptibles de tous les citoyens. Si les réformistes avaient tous entendu la réforme de cette dernière façon, tous les réformistes eussent été républicains et dès lors auraient marché sous une seule bannière, celle que portait dans l'ancienne chambre Ledru-Rollin.

Il y a plus : ces hommes du fait accompli n'ont pas compris qu'un fait ne marche jamais seul, qu'il est toujours suivi d'un autre fait dont le premier n'est que la cause ou l'occasion. Ainsi, réformistes le 20 février, ils se disaient républicains le 23, parce qu'une révolution politique venait de s'accomplir et que nous avions la République. C'était là le premier fait ; il était accompli, ils devaient l'accepter. Mais aujourd'hui ces hommes à courte vue s'obstinent à nier le second, qui est la conséquence du premier ; ils s'obstinent à nier la révolution sociale, complément de la révolution politique et seule capable d'asseoir celle-ci sur de fortes bases.

Eh bien ! envers et contre tous la révolution sociale s'accomplira. Cela est fatal. Que nous importe que quelques hommes, toujours prêts à regarder en arrière des qu'ils ont fait un pas en avant, ne veuillent pas avancer avec nous ? L'humanité n'en poursuivra pas moins sa marche ascendante vers l'avenir. En vain ces

hommes du lendemain diront-ils à la France : « Nous ne voulons pas aller avec eux, ils vont trop vite... » La France nous suivra.

Hommes des campagnes, hommes des villes, comprenez que votre jour est venu.

Longtemps vous avez été exclus des bénéfices de la cité; vous en supportiez les plus lourdes charges; il faut que vous en jouissiez enfin. Travailleurs, l'édifice est à bas; sera-ce avec de vieux matériaux regrettés que nous le rebâtirons?

LES SOCIALISTES.

Nous ne concevons rien à certaines menées qui tendraient à exclure les socialistes de l'Assemblée nationale : le succès qui les couronnerait serait un crime de lèse-humanité. Loin de repousser les penseurs qui depuis vingt et trente ans cherchent la solution du problème social, je voudrais qu'on les appelât en masse, quels qu'ils fussent, d'où qu'ils vinssent. Non-seulement il faut que Lamennais, Cabet, Pierre Leroux, Proudhon, Considérant, Louis Blanc fassent partie de la Représentation nationale; mais Robert Owen, mais Emerson et plusieurs autres étrangers, s'il était possible, devraient figurer dans ce concile. Les systèmes, quelque erronés qu'ils soient, ont le droit de se produire en plein soleil, à la face du monde entier, parce qu'en fin de compte ils reposent tous sur un fond de vérité. De leur choc jaillira la lumière grande et éblouissante.

La meute des préjugés et des passions du vieil âge, qui voudrait emporter d'assaut l'Assemblée nationale, sera obligée de battre en retraite devant cette coalition des grands esprits théoriciens, renforcée de tout ce que la France compte d'esprits pratiques et positifs, d'hommes de sens et d'initiative. Les rêves désordonnés de l'imagination tomberont d'eux-mêmes comme une vapeur aux premiers rayons du jour; de cette fermentation plus ou moins épaisse qui enveloppe toujours les plus belles productions de l'esprit humain, il ne restera pas le plus léger nuage. Les créations fantastiques, les chimères qui surgissaient dans le cerveau du penseur isolé du monde, forcé de secouer la poussière de ses souliers sur une société en proie au génie du mal, ces superfétations inutiles feront place à la pure vérité. Les systèmes qui se heurtent ne sont pas si loin de s'entendre. Dieu merci! nous ne sommes pas manichéens. Dieu a bâti le monde sur l'unité; à nous d'en découvrir les lois, à nous de les faire descendre de la région des principes dans l'organisation sociale. Foin de l'éclectisme et de la plus hideuse des aberrations, le syncrétisme, que des écrivains stipendiés, vils complices du gouvernement déchu, ont osé décorer du nom de philosophie! Le plus grand logicien qui existe, le peuple, nous aura donné la synthèse avant qu'il soit longtemps. Avant longtemps, communistes et phalanstériens, disciples de Leroux, de Lamennais, d'Owen, disciples de nous-mêmes, nous pourrions nous unir dans une étroite fraternelle. A l'aspect des débris du passé que nous aurons repoussé du pied dans la mer, comme Guillaume Tell faisait de la barque de Gessler, il nous sera enfin donné d'inaugurer le règne du droit et de la solidarité universelle.

A nous donc les socialistes, car nous sommes tous socialistes aujourd'hui.

Nous avions autrefois les satisfaits; nous avons aujourd'hui les désappointés. Les désappointés se recrutent dans cette phalange rétrograde qui suivait autrefois le drapeau décrié de MM. Thiers et Odilon Barrot, et qui, le 24 février, étendait déjà les mains pour saisir le pouvoir, et apprêtait son vieux mirilton, répétant à l'envi ces nobles paroles du patron : « Nous jouerons le même air, seulement nous le jouerons mieux. » Mais le peuple souffla sur la monarchie, et les désappointés disparurent un moment dans la tempête qui emporta le trône. On vit bientôt en action la fable du chat et des rats. Les désappointés, s'apercevant que tout autour d'eux était calme, mirent peu à peu le nez à la fenêtre, puis hasardèrent un pas, puis descendirent dans la rue et se mêlèrent à la foule. Aujourd'hui ils sont partout : dans les élections, où ils exercent leur ancienne habileté électorale; dans les clubs, où ils prêchent ouvertement la contre-révolution; dans la presse enfin, qu'ils mettent au service de leurs regrets et de leurs espérances, et dans laquelle ils minent sourdement et hypocritement le pouvoir actuel. C'est dans la presse surtout qu'il nous convient de démasquer les désappointés.

On croit peut-être qu'ils abordent une opposition franche et loyale; non certes. Ecoutez-les. La République, nul plus qu'eux ne l'a vue arriver avec plus de joie, nul ne lui a donné le baiser le plus cordial et le plus fraternel. Tous ils la portent dans leur cœur et prêteront à son installation le concours le plus actif et le plus dévoué. Mais cherchez plus bas le correctif à ces protestations. Avec quelle amoureuse régularité ils enregistrent tous les désastres commerciaux de la journée; comme ils calculent les différences d'une bourse sur une autre; avec quelle perfidie ils accueillent les bruits les plus absurdes de division entre les membres du Gouvernement provisoire! A les entendre parler du haut de leurs superbes colonnes, ils sont animés des meilleures intentions de concorde : ils ne veulent que l'union et la fraternité, et toutes leurs pages s'empressent de réciter de troubles et d'émeutes dans les départements, de vagues rumeurs, de collisions sanglantes, des on dit les plus invraisemblables, les plus insensés. Ces bruits seront démentis le lendemain sans doute; mais qu'importe? ils auront été colportés, commentés de la manière la plus défavorable à la cause du Gouvernement; ils auront rempli leur mission d'aider à la discorde en faisant croire à la possibilité de cette discorde. Que le public se mette donc en garde contre les désappointés. Pour nous, nous voulons seulement aujourd'hui leur faire savoir que nous les surveillons, que nous connaissons leurs petites menées, leurs sourdes intrigues. S'il le faut, nous arracherons leurs masques, nous leur dirons à eux-mêmes : « Nous savons qui vous êtes, nous savons ce que vous voulez. Vous êtes, vous aussi, de la famille de Basile; vous êtes des réactionnaires, et vous agissez en faveur de la contre-révolution. »

— Les princes d'Allemagne ont eu presque tous un pressentiment de leur chute; presque tous ont appris un état dont ils auront grandement besoin d'ici à

quelque temps. L'empereur d'Autriche fait très-bien de la cire à cacheter; le roi de Prusse fait d'excellentes caricatures, c'est le Cham de Berlin; le roi de Saxe est botaniste distingué; le roi de Bavière fait des vers; le grand-duc de Bade rivalise, pour la justesse du tir, avec le premier chasseur de ses Etats; le duc de Hesse sait faire de la faïence, et les princes de Cobourg font des enfants.

(Le Corsaire.)

Depuis quelque temps, on crie et on vend dans les rues de Paris un ignoble pamphlet sans nom d'auteur intitulé *Henri V et les carlistes*. Quoique l'auteur se dise républicain, il ne l'est pas; c'est le loup revêtu de la peau de l'agneau, pour parler comme la fable. On voit clairement qu'il se cache dans l'ombre et qu'il appartient à une opinion qui espère ressaisir le pouvoir et qui commence par insulter un parti dont l'attitude est si calme. La révolution du 24 février a rompu les liens qui retenaient la droite depuis dix-huit ans dans le silence et l'immobilité, auxquels elle s'était volontairement condamnée. Au premier jour de la révolution, elle s'est nettement posée. Elle a accepté le nouveau régime, qui lui promettait l'indépendance et la liberté; elle a concouru de toutes ses forces au maintien de l'ordre et de la tranquillité. Dans la misérable brochure dont nous parlons, l'histoire est odieusement et mensongèrement défigurée. C'est la calomnie la plus honteuse à chaque ligne, et nous ne serions pas étonnés d'apprendre que cet effronté libelle s'est inspiré à la source qui prépare les drapeaux dont nous parlons plus haut. Nous ne dirons rien des injures adressées à M. le comte de Chambord; l'insulter dans la position que le sort lui a faite, c'est plus qu'un crime, c'est de la lâcheté.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Les sous-officiers du 7^e régiment d'artillerie, la 9^e compagnie d'ouvriers d'artillerie et le 53^e régiment d'infanterie de ligne, au Comité révolutionnaire.

Citoyens nos frères,

On vient de nous dire que vous vous occupiez du sort de l'armée, que vous vous proposiez d'en faire une armée essentiellement jeune et républicaine. Merci, frères, pour elle, à qui vous ouvrez l'avenir; vous avez été au-dessus de notre pensée la plus chère, de notre désir le plus ardent. Vous avez compris qu'il y a dans l'armée, dans les institutions qui la dirigent des abus consacrés par une trop longue habitude et qui doivent être étouffés par la main du peuple souverain. Nous venons vous les signaler.

Le premier, le plus grave et sans contredit le plus nuisible au triomphe des idées libérales, c'est le maintien dans le commandement des divisions départementales et régimentaires des députés pritchardistes, de ces hommes qui ont prêté un concours aveugle au gouvernement déchu, qui l'ont aidé par leur vote et leur influence, qui l'aideraient encore s'il était au pouvoir, et qui cependant crient *Vive la République!* Chassez-les sans pitié; vous ne devez pas en avoir pour les ennemis de notre France bien-aimée.

Chassez ces hommes investis d'une certaine autorité dans l'administration de la guerre et dans leurs régiments dont le patriotisme est douteux, dont l'incapacité est reconnue. Pas de grâce pour ces partisans d'un système vicieux, inerte, ennemi des idées nouvelles.

Faites en sorte que l'école de Saint-Cyr, pépinière de bons officiers, devienne accessible aux soldats intelligents et studieux. Exigez que chaque élève fasse son service dans un régiment pendant deux ans avant de pouvoir concourir, et créez dans chaque corps une école spécialement destinée à l'instruction des élèves officiers. Il faut une discipline ferme, mais paternelle; nous demandons que les cassations et les punitions soient prononcées par un conseil de famille fonctionnant journellement.

Voilà, frères, ce que nous devons demander. Est-ce trop? Devons-nous espérer que cette révolution, faite par le peuple, servira à l'armée, qui est peuple aussi, elle.

Amis de l'ordre, nous attendons, et sans murmurer, votre décision. Les événements sont graves; certains esprits craignent peut-être qu'en touchant à l'institution qui régit l'armée, on lui ôte de sa force et de son unité. Qu'ils se rassurent; mieux vaut mille fois compter sur le patriotisme du soldat-citoyen que sur l'énergie du chef impopulaire et incapable.

Nous finissons, frères, en vous assurant que notre concours vous est acquis; disposez de nous. Rappelez-vous que le sang qui circule dans nos veines et qui fait battre nos cœurs, que ce sang est à vous, à notre pays, à cette France qui la première entre toutes les nations a crié *Vive la République!*

Nous partageons trop les sentiments d'égalité et de patriotisme émis par les sous-officiers de la cavalerie et de l'infanterie pour ne pas les avoir approuvés et signés immédiatement.

Car ces sentiments sont ceux de tout homme qui comprend la sainteté des institutions républicaines; seulement nous faisons remarquer que, quoique ayant signé sans hésitation les demandes qui tendent à apporter une amélioration sensible à la position de nos frères d'armes, il n'est nullement question dans cette réponse des sous-officiers d'artillerie : nous nous réservons donc d'en parler dans les réclamations que nous soumettrons à la sanction du comité général, et quand même cette demande ne nous serait pas favorable, nous bénirions encore la République si une partie de nos frères d'armes en tire quelques profits.

Salut et fraternité. *Vive la République!*

Pour les membres du comité républicain du 7^e régiment d'artillerie.

Le président, MAIRE.

Suivent les signatures des sous-officiers des régiments ci-dessus indiqués :

Les citoyens Passiot, Guy, Bentz, Chappuy, A. Deschamps, Jacquot, Rousseau, Jost, A. Michel, Delapierre, Legand, Mallet, Frey, Junge, Paquot, Commaux, Morlaix, Lecler, Weiss, Héon, Cognéand, Ménu, Maller, Raimont, Maréchal, Huttier, A. Debray, Ronzie, Arcaillot, Borné, Darracq, Lacroix, Pelhier, Beauhouchain, Baptiste, Stolz, Wagner, Monchat, Barrer, Druny, Richoy, M. Barhel, Frulant, Bailly, Kousselly, Barrer père, Kutschner, Barrer fils, Hemer, C. Weber, Ch. Bloch, L. Klein, Pequeval, V. Texier, Geiger, Roset, Boddier, Maizier, Gosse, Ma-

rit, Terre, Kammerlaher, A. Raffaut, V. Buot, Armand, E. Croix, Dany, Léger, Veziar, Jamoin, Rern, Aribat, B. Kier, Weest, Geny, Delattre, Monthenos, Thobias, Lemire, Lehon, Faherney, Lancien, Perrmant.

Sous-officiers de la 9^e compagnie des ouvriers d'artillerie. Les citoyens Piccard, Lapporte, Surrge, Bron, Mitard, Latour, Morel, Magoin, Vanier.

Sous-officiers du 53^e régiment d'infanterie de ligne.

Les citoyens Vial, P. Moret, Desalle, Vosseno, Kallos, Helmenart, Cervant, Britse, Soucyebe, Dechnaise, V. Nouguet, Gurdin, Pleudon, Fournier, de Mauzai, Buneau, Charlois, Devicque, Gitton, G. Saulier, Daribeu, Mereppe, T. Conrot, Reannier, Peigny, Derencourt, E. Haeruvé, J. Lebrun, N. Noé, A. Bénier, Blanchault, Brachet, Beaunier, Grusson, Hoffschmit, Couvé.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

SEPTIÈME RÉGIMENT D'ARTILLERIE.

Procès-verbal d'installation.

L'an mil huit cent quarante-huit, le dix avril.

Les sous-officiers dudit régiment, réunis à l'hôtel de l'école d'artillerie, ont procédé à l'installation d'un comité, composé d'un président, un vice-président et huit membres chargés de recevoir les réclamations des sous-officiers, brigadiers et canonniers, qui devra statuer sur les réformes à opérer et sur les améliorations à apporter au bien-être des sous-officiers, brigadiers et canonniers.

Ont été nommés les sous-officiers dont les noms suivent, comme ayant réuni la pluralité des voix :

2^e batterie, Maire, maréchal-des-logis chef, président. — 7^e batterie, Deniset, maréchal-des-logis chef, vice-président. — Peloton, Bentz, adjudant sous-officier, membre. — 41^e, Commaux, maréchal-des-logis-chef, membre. — 5^e, Bron, maréchal-des-logis-chef, membre. — 4^e, Abrial, maréchal-des-logis, membre. — Dépôt, Barrère, maréchal-des-logis, membre. — 9^e, Mallet, maréchal-des-logis, membre. — Petit état-major, Buot, trompette-major, membre. — 3^e, Liqueur, maréchal-des-logis-chef, membre.

Le comité, sous la présidence du maréchal-des-logis-chef Maire, s'est immédiatement constitué.

Fait à La Fère, les jour, mois et an que dessus.

Signé : Maire, président; Deniset, vice-président; Bentz, Commaux, Bron, Buot, Abrial, Barrère, Mallet et Liqueur, membres.

Nous recevons la lettre suivante que nous recommandons à nos lecteurs des Basses-Pyrénées :

« Citoyen rédacteur,

« J'apprends par votre journal que le baron de Laussat, pardon, le citoyen Laussat sollicite les suffrages des électeurs béarnais. Au dire d'un journal de Pau (*le Memorial*), le citoyen Laussat se pose en républicain, non pas précisément de la veille, ce serait trop exiger, mais du lendemain.

« Une pareille profession de foi est faite pour nous surprendre, et les riverains du Gave auront sans doute partagé notre surprise. Il y a quelques années à peine que le châtelain de Pardies manifestait à l'égard de ceux qu'il daigne appeler aujourd'hui ses concitoyens des sentiments très-peu républicains.

« Les prétentions et les allures seigneuriales de ce futur républicain pousseront même à bout les paysans qu'il avait cru pouvoir traiter en vassaux.

« Il y eut une émeute au village, et l'on se souvient encore comment le citoyen G... fit mesurer la largeur d'un canal au noble baron, étonné lui-même de son agilité;

« *Pedibus timor addidit alas.* »

« Grand fut le scandale; pourtant le Gave ne remonta pas vers sa source, et les rochers de Parcastels restèrent à leur place.

« Toutefois, pour punir les habitants de Pardies d'un pareil acte de félonie, le noble baron quitta son château et se retira à Bernadets; c'est là que la Révolution l'a surpris au milieu des loisirs de la villégiature.

« Le noble baron a pensé qu'il lui suffirait de crier *Vive la République!* pour attirer sur lui l'attention des électeurs; nous pensons, nous, qu'ils ont de meilleurs choix à faire. Les Béarnais ont trop de bon sens pour ne pas laisser au citoyen de Laussat le temps de mûrir son républicanisme.

« Agréer, J. R.... »

Nous ajouterons un mot sur les candidatures des Basses-Pyrénées. Trois citoyens, Dariste, Laussat, Jules Lestapis, anciens partisans de la dynastie déchuée, se présentent, et on les recommande aux suffrages des électeurs comme grands propriétaires et gens riches. Nous n'avons pas vu cependant leur nom sur la liste des dons et offrandes à la patrie.

COMITÉ CENTRAL DES ÉLECTIONS.

Le comité central des élections générales croit devoir rappeler aux citoyens qu'il est organisé non pour leur imposer des candidats, mais pour proposer à leur choix, d'accord avec les comités électoraux des départements, des hommes d'une moralité éprouvée et d'un républicanisme incontestable.

Il n'a pas cessé, depuis sa formation, de provoquer l'envoi des renseignements qui pouvaient l'éclairer dans ce travail.

Tous ces documents ne lui étant pas encore parvenus, il a dû, à la veille du vote de l'armée, dresser d'urgence et sans désespérer une liste qui pût servir de guide aux citoyens actuellement sous les drapeaux; mais il est loin de la regarder comme irréprochable et définitive. Dans l'examen rapide qu'il a dû faire des huit à dix mille candidatures, il est impossible que quelque erreur n'ait pas été commise et que des noms très-recommandables n'aient pas été oubliés.

Cette liste sera révisée; des rectifications et des additions seront faites. Il est donc urgent que les comités en retard transmettent sans délai au comité central les listes qu'ils ont arrêtées, afin qu'il puisse en tenir

compte dans le dernier travail qu'il soumettra aux électeurs.
Au nom des membres du bureau.
Le secrétaire du comité,
CH. LEBAS.

SITUATION DE LA BANQUE DE FRANCE.

Voici la situation de la Banque de France au 13 avril 1848 :

ACTIF.	
Argent monnayé et lingots.	53,285,956 67
Numéraire dans les comptoirs.	39,060,800 »
Effets arriérés à recouvrer.	17,656,547 17
Portefeuille de Paris, dont 32,852,003 fr. 16 c. provenant des comptoirs,	214,447,829 46
Portefeuille des comptoirs, effets sur place, etc.	67,760,574 55
Avances sur lingots et monnaies.	2,684,900 »
Avances sur effets publics français.	11,652,182 90
Dû par les comptoirs, pour leurs billets en circulation.	15,741,000 »
Rentes de la réserve.	10,000,000 »
Rentes, fonds disponibles.	11,660,197 89
Hôtel et mobilier de la Banque.	4,000,000 »
Intérêt dans le comptoir d'Alger.	1,000,000 »
Intérêt dans le comptoir national d'escompte.	200,000 »
Effets en souffrance.	9,410,749 64
Effets à encaisser provenant de la vente de rentes à la Russie.	705,479 »
Dépenses d'administration.	419,502 50
Divers.	26,085 98
Avance à l'État sur les bons du trésor de la République	50,000,000 »

506,466,745 54

PASSIF.

Capital.	67,900,000 »
Réserve.	10,000,000 »
Réserve immobilière.	4,000,000 »
Billets au porteur en circulation.	295,796,700 »
Id. id. des comptoirs.	15,741,000 »
Id. id. d'ordre.	1,785,100 »
Compte courant du trésor créditeur.	45,977,428 48
Comptes courants divers.	61,747,940 81
Réceptifs payables à vue.	1,097,000 »
Recompte du dernier semestre.	728,692 37
Dividendes à payer.	261,991 25
Escomptes, intérêts divers et dépenses précomptées.	5,107,063 54
Comptoir d'Alger, somme non encore employée en bons du trésor.	4,086,225 69
Traites des comptoirs à payer.	1,058,702 95
Divers.	200,899 27

506,466,745 54

Le gouverneur de la Banque de France,
D'ARGOUT.

Compte rendu des Clubs.

CLUB DU TROISIÈME ARRONDISSEMENT. (Société des Droits de l'homme.)

Séance du 13 avril. — La séance est ouverte à 7 heures 1/2.

L'assemblée procède à la constitution définitive de son bureau, qui a été composé comme il suit :

Les citoyens Binoit, président ; Delorme, vice-président ; Alphonse Lucas, premier secrétaire ; Salmon, deuxième secrétaire ; Lemaitre, trésorier.

Le bureau sera renouvelé par tiers tous les trois mois ; le sort désignera les membres sortant, lesquels pourront être réélus.

L'assemblée procède ensuite à l'élection des délégués qui doivent représenter le Club du troisième arrondissement au Club des clubs. Les citoyens Contable et Poyé sont nommés à l'unanimité.

Des interpellations sont échangées entre divers membres du club et les délégués sur la manière dont les candidatures sont présentées et soutenues au Comité révolutionnaire. Après les explications satisfaisantes données par les délégués, l'assemblée passe à l'ordre du jour.

L'assemblée s'occupe de quelques détails d'intérieur relatifs à la rédaction des affiches, des cartes, etc., dont l'exécution est laissée aux soins du bureau.

La séance est levée à 10 heures 1/2.

Séance du 14. — La séance est ouverte à 7 heures 1/2.

Le citoyen Lucas fait observer à l'assemblée que les changeurs exigent pour l'échange des billets de banque contre des espèces non-seulement des prix très-élevés, mais encore différents ; il désire que des mesures soient prises pour qu'un pareil état de choses cesse le plus promptement possible.

Le citoyen Gelée donne des explications sur l'observation faite par le citoyen Lucas, et il promet pour une prochaine séance des détails complets sur les ignobles trafics et les manœuvres réactionnaires des lous-cerviers. Il émet ensuite son opinion sur les listes de candidats qui sont répandues avec profusion.

Le citoyen Lucas s'élève avec force contre l'esprit machiavélique qui a présidé à la confection de la liste fournie par le citoyen Gelée. Il fait remarquer que des noms de réactionnaires se trouvent placés entre ceux de démocrates purs afin que le bon grain fasse passer l'ivraie. Il invite en terminant tous les bons citoyens à se tenir en garde contre ces listes, qui émanent ou ne saient d'où, et à n'accorder leurs votes qu'aux hommes dont les noms seront portés sur la liste qui sera publiée par le Comité révolutionnaire.

Le citoyen Daudureau appuie les observations faites par le citoyen Lucas ; il émet le vœu que les membres du Gouvernement provisoire qui ont des chances dans les départements ne soient pas portés sur la liste du Comité révolutionnaire.

Les citoyens Delorme et Poyé parlent dans le même sens et donnent quelques observations sur la manière de procéder du Comité révolutionnaire qui sont parfaitement accueillies.

Le citoyen Jules Rosier, candidat porté par la corporation des artistes industriels à l'Assemblée nationale, est admis à faire sa profession de foi.

Des interpellations lui sont adressées par le citoyen Daudureau sur la manière dont il entend l'organisation du travail.

L'assemblée consultée vote à la majorité la candidature du citoyen Jules Rosier.

Le président, BINOIT ;
Le secrétaire, AL. LUCAS.

Le club central de l'Organisation des Travailleurs vient de se constituer pour soutenir la doctrine de l'association. Plus de concurrence, contrairement aux idées dont le club Central du travail s'est fait l'organe. Parmi les fondateurs de ce nouveau club se trouvent plusieurs membres du Club central du travail, scissionnaires.

On annoncera ultérieurement le local qui sera affecté aux séances du club de l'Organisation des Travailleurs.

Clubs des départements.

Le Club républicain du département des Pyrénées-Orientales a porté cinq fois le nom d'Arago pour les élections à l'Assemblée nationale. Ce sont MM. François, Victor, Jacques, Etienne et Emmanuel Arago.

CLUB DÉMOCRATIQUE DE NIORT.

Le citoyen président annonce qu'une représentation au bénéfice des ouvriers sans ouvrage sera donnée dimanche prochain par les sous-officiers du 9^e régiment de chasseurs.

CLUB DU PEUPLE.

DÉCLARATION DE PRINCIPES.

Abolition et expulsion irrévocables des dynasties et des monarchies.

Abolition pareille des castes, de la noblesse et des privilèges de toute nature.

Suffrage universel et direct pour nommer les représentants de la nation.

Une seule chambre pour gouverner, avec un président élu et renouvelé par elle.

Partage entre tous des bienfaits d'une même éducation.

Du travail pour tous.

Le fruit du travail donne le nécessaire à tous.

Le club a déclaré qu'il ne peut y avoir deux manières d'être républicain : « Il n'y en a qu'une. On n'est pas républicain comme tel ou tel membre du Gouvernement provisoire ; on est républicain comme le Gouvernement tout entier. »

C'est sur ces motifs qu'il a basé la demande qu'il vient d'adresser au Gouvernement provisoire : « Nous avons confiance en vous tous, dit-il ; indiquez-nous deux hommes pris parmi ceux qui partagent vos fatigues, nous les acceptons. »

— Le comité républicain de Lambesc croit de son devoir de prémunir le comité central de Marseille, ainsi que les clubs du département, contre les intrigues de certains individus qui, pour se poser et se donner du relief, sollicitent des délégations ou missions électorales dans les cantons. Le comité de Lambesc connaît ses hommes ; il repoussera doublement ceux qui, sans réputation d'un patriotisme éprouvé, manqueraient encore de celle d'honnête homme, et saura désormais attacher leurs noms au pilori de la publicité, quelle que soit d'ailleurs la recommandation sous laquelle ils s'abritent.

Salut et fraternité

— Au Club national de Toulon, le citoyen candidat Menneville dit, dans sa profession de foi, que le représentant doit avoir deux buts :

« 1^o Fonder la République, intérêt général ;
« 2^o Représenter son département, intérêt particulier. »

« Il ne faut pas envoyer à la chambre des légitimistes, ils sont incorrigibles ; ils font les hypocrites, ils veulent faire périr la République après l'avoir plongée dans l'anarchie. N'envoyons à la chambre que de vrais républicains amis de l'ordre. »

AVIS.

La quatrième séance de l'Assemblée générale des Suisses aura lieu aujourd'hui, à deux heures précises, dans la salle des Batailles, au Palais-National.

— La Société pyrénéenne tiendra sa cinquième séance le dimanche 16 avril, à une heure et demie, au Palais-National, salle du Vestibule. Les citoyens des Basses-Pyrénées présents à Paris sont invités à se rendre à la réunion.

Tentatives réactionnaires.

Départements.

Aube (Troyes). — On lit dans la *Sentinelle républicaine* de l'Aube :

« Des événements d'une déplorable gravité se sont passés en notre ville dans la journée du dimanche 9 avril. Le Gouvernement provisoire devra examiner avec impartialité, avec sagesse, jusqu'à quel point les commissaires chargés de le représenter à Troyes se sont tenus à la hauteur d'une si noble mission. »

« Un avis du maire, contresigné par le commissaire du Gouvernement Crevat, avait fixé l'élection du colonel et du lieutenant-colonel de la garde nationale à hier dimanche, huit heures du matin. En conséquence les opérations avaient commencé, tout marchait avec calme. Vers neuf heures, le bruit circule que les opérations allaient être suspendues. A dix heures environ, un arrêté des commissaires, daté de huit heures du matin, suspend les élections et les renvoie au dimanche 16, se fondant sur ce que l'inscription des citoyens n'était pas complète. »

« Des gardes nationaux appartenant à diverses sections se transportent à la préfecture, demandant la révocation de cette mesure inattendue. »

« Les commissaires, vivement pressés, consentent à remettre l'élection d'abord à jeudi prochain, puis à lundi ; enfin ils décident qu'elles seront reprises le jour même à deux heures. »

« Vers deux heures, les élections se continuent. A ce moment, on apprend qu'un attroupement d'ouvriers terrassiers, sortant des chantiers de la Made-

leine, entrainé en ville, manifestant l'intention de s'emparer des canons. »

« Bientôt ces braves gens, la tête montée par des excitations dont le Gouvernement devra examiner la valeur, arrivent sur la place de la Préfecture. Le commissaire Crevat descend sur la place, afin de calmer l'effervescence de cette masse que guidaient, dit-on, les présidents de quelques clubs. En même temps un détachement de gardes nationaux, composé d'environ 200 citoyens, avec ou sans uniforme, arrivait pour protéger les canons. Alors on a crié : *A bas Crevat !* »

« C'est à ce moment qu'a eu lieu une regrettable méprise, facile à expliquer si l'on examine froidement la circonstance pénible où l'on se trouvait, méprise que le patriotisme intelligent de tous les habitants de Troyes ne laissera pas envenimer. Quelques citoyens, non revêtus d'uniforme, procédaient paisiblement à leurs élections ; apprenant qu'on vient pour s'emparer des canons, ils courent aux pièces et disent : « Nous nous ferons plutôt tuer que de les livrer. » Peu après, d'autres gardes nationaux, ceux-ci habillés, se présentent et croient que les canons sont déjà au pouvoir des terrassiers. Il est résulté de cette erreur un instant de lutte que nous déplorons profondément. »

« Mais, nous le répétons, le bon sens, le patriotisme des gardes nationaux, momentanément méconnus, n'attacheront point à ce fait une importance exagérée. »

« Sur ces entrefaites, des représentations énergiques étaient adressées au commissaire Crevat. Il a répondu, assure-t-on, en tirant un pistolet de sa poche. On l'a désarmé ; ce geste imprudent a exaspéré les citoyens qui l'entouraient. Cependant c'est parmi ceux qui blâment le plus sa conduite à Troyes qu'il a trouvé des défenseurs dans ce moment critique : ils ont protégé sa rentrée à la préfecture. »

« Au milieu du tumulte qui s'est élevé, la garde nationale, composée de citoyens de toutes professions, en blouse, en habit, en uniforme, a tenté de faire reculer la foule ; des pierres ont été lancées, particulièrement sur la cohorte à cheval. Quelques gardes nationaux ont failli être désarmés. »

« Le commissaire Crevat est resté à la préfecture. La majorité des gardes nationaux s'est rendue à l'hôtel de ville ; là on a rédigé une protestation et demandé la révocation du commissaire. »

« Vers huit heures du soir, un groupe assez nombreux a élevé une faible barricade sur l'un des ponts tournants du canal ; les pompiers et gardes nationaux s'y sont portés et l'ont détruite ; plusieurs d'entre eux ont été blessés de coups de pierres. Vingt individus à peu près ont été arrêtés ; plusieurs ont été relâchés presque aussitôt, d'autres le sont maintenant, et trois seulement sont restés sous les verrous, car ce sont les agitateurs intéressés aux troubles qu'il faut saisir, et non les citoyens un instant égarés. »

« Six heures du soir. — Le commissaire du Gouvernement Crevat vient de donner sa démission. »

« Cinq délégués de la ville de Nogent arrivent à l'instant à Troyes annoncer que la garde nationale de leur ville est prête à se rendre dans nos murs, s'il est nécessaire, pour y prêter main-forte à celle de Troyes. »

— Le *Propagateur de l'Aube* complète ainsi le récit des événements :

« Le résultat des luttes qui se sont prolongées dans la soirée d'hier a été la démission des commissaires du Gouvernement donnée par les citoyens Crevat et Leffèvre, et aussitôt la tranquillité a été complètement rétablie. Ce matin est arrivé le citoyen Lignier, apportant de Paris de nouveaux pouvoirs qui le laissent seul à la tête de l'administration départementale. C'est un gage de paix et de tranquillité publique. Au moment où le citoyen Lignier, réuni dans une salle de l'hôtel de ville à l'administration municipale, se félicitait du rétablissement de l'ordre et exprimait la confiance qu'il ne serait plus troublé, sont arrivés successivement les gardes nationaux et les pompiers des communes de Torvilliers, de la Rivière-de-Corps, de Sainte-Savine, de Saint-Martin, de la Chapelle-Saint-Luc, des Noës, de Barberey, de Saint-Lyé, de Payns, du Pavillon, de Mantguez, de Villeloup, de Machy, d'Estissac, de Fontvannes, de Thuisy, de Villemoure, de Vanchassis, de Prugny, de Bouilly, de Monceaux, de Lusigny, de Montieramey et de Courteranges. »

« C'était un coup d'œil magnifique à voir, et bien rassurant pour l'avenir, que tous ces citoyens qui, sous la seule inspiration de leur patriotisme, venaient offrir à la ville de Troyes l'appui de leur concours pour le rétablissement de l'ordre ébranlé. Partout sur leur passage éclataient les cris de : *Vive la République ! vive la fraternité !* »

« Leurs pelotons se sont rangés en bataille dans la cour de l'hôtel de ville. Le citoyen Lignier les a passés en revue ; puis, s'étant placé à la tête du bataillon d'Estissac, il a, dans une allocution chaleureuse, au nom de la ville et du département, remercié les gardes nationaux de leur zèle et de leur dévouement. Nous regrettons de ne pouvoir rapporter textuellement les paroles du citoyen Lignier ; disons seulement qu'elles étaient empreintes du plus pur patriotisme, du républicanisme le plus éclairé : « La République, a-t-il dit en terminant, est un gage d'ordre et de liberté, et le Gouvernement républicain sera assez fort pour assurer à tous les bienfaits que l'on ne peut attendre que des institutions républicaines. » Les paroles du citoyen Lignier ont été couvertes par d'unanimes bravos, qui ont dû lui prouver qu'il n'y aurait jamais de division en France aussi longtemps qu'on ne ferait appel qu'aux sentiments de liberté, d'égalité, de fraternité, inscrits à tout jamais dans tous les cœurs. »

« Cette manifestation des communes environnant la ville de Troyes a une immense portée : elle prouve que les idées d'ordre dominent dans tous les esprits, que les sentiments de fraternité sont entrés dans nos mœurs, que tous nous sommes solidaires les uns des autres, et que si jamais l'ordre était troublé ou seulement menacé sur un point quelconque de notre belle patrie, à l'instant même, de toute la circonférence, convergeraient sur ce point des forces suffisantes pour arrêter le mal dans son foyer. Honneur donc aux braves gardes nationales de la bantienne, auxquelles leur proximité de la ville a permis d'arriver les premiers ; honneur à celles des arrondissements, qui toutes ont offert leur concours spontané ; elles doivent être fières d'avoir donné à la France la mesure de la puissance de l'union et de la concorde ! C'est un exemple qui ne sera pas perdu. »

Huit heures du soir.

« A l'instant où nous terminons ces lignes, nous prenons avec bonheur que les sentiments que nous venons d'exprimer sont ceux de toute la population. Les ouvriers des divers chantiers se sont réunis dans la cour de l'hôtel de ville et ont fraternisé avec la garde nationale. Là on s'est juré pour l'avenir concorde et confiance réciproque. C'est un beau résultat des principes républicains franchement acceptés et mis en pratique. »

— Le même journal contient ce qui suit, à la date du 12 avril :

« Dès le matin, des mesures avaient été prises pour prévenir de nouveaux désordres; car déjà des manifestations malveillantes avaient eu lieu de la part de quelques perturbateurs. Des postes composés d'un grand nombre de gardes nationaux furent placés à différents endroits; la cour de l'hôtel de ville fut occupée par de la garde nationale et de la troupe de ligne. Mais ce qu'on ne peut trop remarquer, ce sont les manifestations qui arrivaient de tous les points du département. Toutes les villes, toutes les communes envoyèrent soit leur force armée, soit des délégués pour annoncer que les gardes nationales étaient prêtes à marcher au secours des habitants de Troyes. On ne fut heureusement pas dans la nécessité d'user de tous ces moyens. La raison était revenue aux uns, et les autres avaient pu se convaincre que justice serait faite non-seulement par la force, mais encore par la voie de la légalité; une instruction est en effet commencée et poursuivie avec vigueur. »

« Nous avons déjà dit hier que le citoyen Lignier était rentré dans nos murs; sa présence devenait un motif de plus pour rendre la confiance aux habitants. A midi, il était sur le mail de la Madeleine, passant en revue la garde nationale de Saint-Martin et des ouvriers. Nous avons vu avec quelle joie il a été reçu, avec quel enthousiasme on criait : *Vive la République!* Les habitants des campagnes la veulent et ils la comprennent; ils ont le sentiment intime que seule elle peut faire aujourd'hui le bonheur du pays; mais ils savent aussi que ce n'est point par le trouble et le désordre qu'on peut la consolider. Ils la veulent comme tous les bons citoyens, qui ne croient pas à la liberté dans le désordre, qui ne voient l'égalité que dans le droit pour chacun de jouir des avantages que donne la loi en la respectant. Ils sentent enfin que la fraternité ne se manifeste point par la violence et la provocation, mais par l'union, la concorde et l'appui mutuel que tous les bons citoyens se doivent. Honneur à eux! honneur aussi à ces honnêtes ouvriers qui se séparent des perturbateurs! ceux-là sont nos frères. Un bataillon de garde nationale, en passant sur le mail de Preize, les a salués par les cris de : *Vivent les ouvriers!* auxquels ceux-ci ont répondu en criant : *Vive la garde nationale!* »

« Pourquoi ceux qui ne sont qu'égarés ne suivent-ils pas cet exemple? que peuvent-ils espérer? Les hommes qui les poussaient au mal ont pris la fuite et les ont abandonnés aux funestes résultats de leurs coupables excitations. L'un d'eux, pendant qu'on visitait son domicile, avait disparu. »

« Il est une sorte de perturbateurs très-innocents d'intention et de fait, et qui cependant contribuent à propager le mal, ce sont les curieux. L'émeute a ses badauds comme tout événement qui sort de l'ordre ordinaire des choses. Une affiche invitait ce soir les émeutiers à rester chez eux, à ne pas former de rassemblements dans les rues, et nous croyons que c'est un des meilleurs moyens d'en finir avec ces tristes scènes qui n'ont déjà eu que trop de déplorable résultats. Il suffit d'un rassemblement de quelques personnes, d'un éclat de voix, pour exciter l'inquiétude chez les uns et faire croire à d'autres que le moment est venu d'exécuter leurs projets criminels. Qu'ils restent chez eux, et quand il n'y aura plus de spectateurs, il n'y aura bientôt plus de spectacle; quant aux acteurs, s'il en fallait encore, la garde nationale est là. »

— On nous écrit de Collobrières que des désordres très-graves ont signalé la journée de samedi dernier. Des gens excités par certaines prédications se sont portés en foule dans diverses maisons dont ils ont enfoncé les portes. L'un des riches propriétaires du pays, qui heureusement l'avait quitté le matin même, était l'objet des recherches de la foule irritée. Soupçonnant qu'il devait partir, on avait même apposé des hommes au passage pour l'arrêter; il paraît qu'il n'a pas été reconnu.

Les émeutiers exigent de ce propriétaire certains droits qu'ils prétendent avoir possédés en d'autres temps.

Nous regrettons ces manifestations, qui indiquent des tendances anarchiques qu'il est temps de réprimer.

(La Sentinelle.)

Esprit des départements.

L'esprit politique est généralement bon dans tout le département, notamment dans les arrondissements de Dijon, Beaune et Semur, et dans quelques cantons de celui de Châtillon. Néanmoins, que les démocrates ne se reposent pas un instant; ils ont à combattre un ennemi qui travaille toujours.

(Le Club républicain démocratique de la Côte-d'Or.)

— L'armée sort du peuple, elle est peuple. Chaque jour nous en avons la preuve, chaque jour nous serons dans ses rangs plus d'une main amie, nous sentons battre sur la nôtre plus d'une poitrine patriotique, nous entendons plus d'une voix généreuse et ardente.

Nous affirmons qu'il n'y a exception pour aucun corps; que les dragons comme les fantasmes sont animés par le même esprit de liberté.

Cet état de choses doit être pour les démocrates une cause de confiance dans les destinées de la République.

Que quelque prétendant essaie d'un complot, d'une insurrection, il trouvera contre lui l'armée comme le peuple! Que la Russie s'avance contre la France libre, elle trouvera au premier rang les bataillons de nos soldats!

La France n'a plus aujourd'hui, au fond du cœur de ses enfants, qu'une seule pensée, la pensée de la justice et du droit.

Quelle force peut prévaloir contre la France!

(Club républicain démocratique de la Côte-d'Or.)

On lit dans le Progrès social de Marseille :

« Les clubs ont une mission à remplir, une mission difficile et honorable, qui consiste à éclairer l'opinion et à présenter aux citoyens éloignés des grands centres, ignorants de la vie politique, étrangers aux hommes politiques, les candidats qu'on croit dignes de représenter non pas les intérêts d'un arrondissement, d'un canton ou d'une ville, ce qu'on est convenu d'appeler les intérêts de clocher, mais le pays entier, avec les besoins qu'il accuse, ses tendances, ses idées, ses principes, ses sentiments, ses vœux, les réformes nécessaires aux développements des progrès qu'il sollicite. »

« C'est par l'abnégation absolue du pouvoir central et l'intervention officieuse des clubs maintenue dans une juste mesure, c'est avec le concours de la raison publique que les prochaines élections feront de la représentation nationale une assemblée forte, homogène, ayant en elle les éléments vitaux d'une constitution définitive, prête aux sacrifices, puissante pour fonder et dévouée au bien général. »

— On prétend que M. Demesmay, député dynastique, est porté à l'Assemblée nationale par l'arrondissement de Pontarlier, où la question du sel lui a donné quelque popularité. Il faut aujourd'hui à la France, messieurs du Doubs, d'autres hommes que ceux qui, sous la monarchie, riaient de la République et la regardaient comme impossible.

— Hier, les *Voraces* sont descendus de nouveau dans le quartier des capucins; après avoir opéré une fouille dans la maison Ricard, fouille qui a eu pour résultat la découverte de cinq fusils, ils se sont transportés dans la maison Tholozan, où deux nouvelles armes ont été saisies et remises à l'hôtel de ville, jointes aux cinq premières. La plupart de ces armes étaient en mauvais état et provenaient, dit-on, de la garde nationale de 1830.

(Le Censeur.)

— Les travailleurs des ateliers nationaux de Fourvières et des Chartreux, ayant appris qu'il y a un grand nombre d'ouvriers inscrits dans les bureaux et à qui il n'a point encore été possible de donner du travail, ont voté par acclamation, sur une proposition qui leur a été faite, une retenue de 50 centimes sur leur paie de la semaine : ce bon exemple de fraternité sera, nous en sommes convaincus, suivi par les autres ateliers nationaux. Le montant de cette offrande des travailleurs pour leurs frères malheureux sera déposé entre les mains de M. le maire Laforest, qui la fera répartir entre les ouvriers inscrits dans les bureaux. (Id.)

On lit dans le National de l'Ouest :

« Une scène touchante a eu lieu hier au soir au club de la Phalange républicaine. Un vieillard de quatre-vingts ans monte à la tribune, et après avoir, dans un langage simple et naïf, parlé de la gloire du passé et des fautes de nos pères, il a conjuré tous les citoyens de rester unis, de rester frères, de ne former qu'un faisceau, afin de maintenir cette belle République dont il avait salué l'aurore. »

« Des applaudissements enthousiastes ont répondu à ces nobles paroles; la salle, comme un seul homme, a salué ce généreux vieillard, et pour lui témoigner sa reconnaissance, le club tout entier est allé le conduire à sa demeure, rue Rubens. Là, on l'a descendu de dessus les vigoureuses épaules qui le soutenaient et on s'est séparé dans un attendrissement difficile à rendre. »

Toulon, 11 avril. — Aujourd'hui un grand banquet a eu lieu dans la guinguette dite des *Amis de la Patrie*, près l'usine du gaz. Les convives, au nombre de 600, se composaient de délégués de tous les corps de la marine, équipages, infanterie et artillerie, de 19^e et 36^e de ligne, de l'artillerie de terre, des ouvriers du port et du commerce, de la douane et de la garde nationale. Le but de cette réunion était de fraterniser.

Ils sont rentrés ce soir à 6 heures dans l'ordre le plus parfait.

On lit dans le Rouennais du 13 avril :

« Un fait d'une audace inouïe et déplorable au plus haut point a eu lieu cette nuit à Rouen. L'arbre de liberté a été scié presque au ras de terre. C'est là un crime de lèse-nation que nos gouvernants ne peuvent et ne doivent souffrir. Qu'ils prennent de suite les mesures les plus énergiques pour arriver à découvrir les coupables. Ils sont assurés de l'assistance de tous les honnêtes citoyens. Personne ne sera disposé à excuser un tel attentat; tous au contraire prêteront leur concours pour assurer la répression sévère d'un crime qui plonge notre ville dans la consternation. »

On écrit de Brest, 11 avril :

« Brest est toujours tranquille; mais il n'en est pas de même dans tout le Finistère. On fait partir aujourd'hui un bataillon du 25^e régiment d'infanterie de ligne pour Quimper, où des troubles ont éclaté. On parle d'un rassemblement sous pavillon blanc. »

« L'ordre d'un demi-armement des batteries pour la défense des côtes aux approches de Brest, et pour la sûreté de la rade, venait d'être exécuté, lorsque hier le courrier a apporté l'ordre d'un armement complet. »

« Nous avons en personnel les 1^{er} et 2^e régiments d'infanterie de marine, 2 bataillons du 25^e régiment d'infanterie de ligne, 6 compagnies d'artillerie, 2 compagnies d'ouvriers de l'arme, les ouvriers du port, qui vont être armés, et une garde nationale nombreuse. »

On lit dans le Toulonnais.

« Le bruit a couru que l'escadre de la Méditerranée, qui vient de prendre la mer sous le commandement de M. le vice-amiral Baudin, devait aller se montrer sur les côtes d'Italie; mais nous croyons savoir aujourd'hui que ces forces navales attendront de nouveaux ordres au mouillage des îles d'Hyères. »

« Nous pouvons ajouter que les équipages de nos vaisseaux sont animés du meilleur esprit. »

Faits divers.

Le ministre des affaires étrangères vient d'arrêter les nominations suivantes dans le personnel des consulats :

M. Léon Favre, avocat, nommé consul général de la République à New-York;

M. Buquet, consul général à Amsterdam;

M. Castelnau, consul général à la Havane;

M. Patorni, avocat, chargé d'affaires et consul général à Guatemala (Amérique centrale);

M. Marcescheau, consul général et chargé d'affaires à Tunis;

M. Lamieussens, consul à Port-Louis.

Ont été mis en disponibilité :

M. de La Forest, consul général à New-York;

M. Bucher-Martigny, consul général à Anvers;

M. Lagau, consul général à Tunis.

Ont été admis à faire valoir leurs droits à la retraite :

M. Decazes, consul général à Amsterdam;

M. Mollien, consul général à la Havane.

— Le consulat général de France à Bagdad est supprimé, et M. Lœve-Weimars, titulaire de ce poste, est révoqué.

— Le ministre des affaires étrangères s'est occupé de la réorganisation de son département, et a supprimé cinq places de sous-directeur.

On lit dans le Courrier français :

« M. Blanqui a fait distribuer aujourd'hui dans Paris, en réponse à M. Taschereau, un imprimé où il fait intervenir le nom de M. Xavier Durrieu, rédacteur en chef du *Courrier français*. »

« M. Durrieu ne veut relever que deux choses importantes. Le reste n'est que commérage. »

« Oui, M. Durrieu a dit à M. Blanqui qu'il avait tort de conspirer, — s'il conspirait, — et qu'il n'avait ni l'autorité ni la puissance nécessaires pour se frayer brusquement un chemin au pouvoir. »

« Non, M. Durrieu n'a pas dit à M. Blanqui que MM. Ledru-Rollin et Lamartine avaient l'intention de modifier avec son concours le Gouvernement provisoire. Cela est absurde, et voilà tout. »

— Hier soir, après lecture de la justification de Blanqui, les membres du club dont il est président se sont transportés chez lui au nombre de cinq à six cents, et l'ont ramené en triomphe au milieu d'eux, en criant sur la route : « A bas le Gouvernement provisoire! A bas le National! Brisons les presses! A bas Ledru-Rollin! »

— Les chirurgiens-majors et aides-majors de la garde nationale doivent-ils être choisis par leurs confrères des circonscriptions respectives? ou chaque légion doit-elle élire son état-major de santé? Telles sont les deux questions qui ont été discutées avant-hier dans une assemblée de médecins. La majorité s'est prononcée en faveur de l'élection par le corps médical. Nous pensons, quant à nous, que l'un et l'autre mode d'élection offrent quelques difficultés, mais qu'à tout prendre on doit s'en fier au jugement des gardes nationales.

— MM. Legendre, Picard et Davy, commissaires généraux du Gouvernement pour le département de l'Eure, ont renoncé au traitement qui leur a été accordé, et ils en font l'emploi à des travaux de charité et en œuvre de bienfaisance dans le département qu'ils administrent.

— MM. Auguste Marie et C. Lebarillier, commissaires du Gouvernement dans le Calvados, ont consacré leur indemnité à solder des dépenses administratives.

— De grands préparatifs se font à l'Arc-de-Triomphe de l'Étoile et sur le terrain qui s'étend de là jusqu'à la barrière, pour une grande cérémonie relative à une distribution solennelle de drapeaux à la garde nationale de Paris et de la banlieue.

Cette cérémonie aura lieu jeudi prochain.

— On dit que le Gouvernement provisoire s'occupe d'organiser des ateliers fraternels dans le 20 forts détachés qui environnent Paris. Dans chaque fort on pourrait, dit-on, loger environ 2,000 ouvriers.

— Les ouvriers meuniers nous adressent la lettre suivante :

Monsieur le rédacteur, Les ouvriers meuniers ont été accusés d'avoir commis plusieurs actes de violence dans la grève qu'ils avaient tentée pour obtenir un arbitrage entre eux et leurs patrons. Cette question demandant un examen sévère, nous vous prions d'insérer dans votre journal que les violences que l'on nous impute n'ont pas eu lieu; que la persuasion seule nous est venue en aide pour réunir 200 gardes-mouliniers, et que la grève en est restée là sous la promesse d'un arbitrage. Aujourd'hui, pour ne pas augmenter les embarras de la situation, nous ajournons nos réclamations.

Agréez, etc., Le délégué des ouvriers meuniers.

— On nous communique la statistique suivante des magistrats, des fonctionnaires, des employés de tout genre qui composent les diverses administrations. Nous la mettons sous les yeux de nos lecteurs pour faire connaître combien il existe de sinécures et quelles immenses ressources de prochaines réformes préparent à la République :

Il y a en France 749 agents de change, 4,931 avoués, 228 caissiers payeurs, 91 commissaires priseurs, 789 agents comptables de douane, 2,789 agents de contributions indirectes, 4,143 agents de l'enregistrement, 835 greffiers de tribunaux, 3,896 greffiers de justice de paix, 12,290 huissiers, 13,850 notaires, 16,977 percepteurs, 1,990 agents comptables de la poste, 13,248 receveurs communaux, 146 receveurs généraux, 400 receveurs particuliers, 13 secrétaires d'écoles de droit, 40 divers, 50,000 débitants de tabac, 503 agents d'octroi, etc., etc.

— Deux grands ateliers de femmes viennent d'être organisés dans le deuxième arrondissement :

Le premier, cour des Fontaines, près du Palais-National;

Le second, rue Saint-Lazare, 72.

Il est à désirer qu'on en organise, dans le plus bref délai, dans tous les arrondissements de Paris.

— Avant-hier, 14 avril, les pauvres ouvrières de la capitale ont cessé de recevoir le secours quotidien de 50 centimes qui leur était accordé. Pour que cette économie, devenue indispensable, comme tant d'autres qu'on s'empresse de faire, ne frappe pas à l'improviste une grande partie de la classe pauvre, on donnera des secours en nature. Dans le 12^e arrondissement, on fournira des chemises à confectionner pour la troupe; ce travail viendra en aide aux besoins les plus pressants, en attendant que le commerce et l'industrie aient repris leur cours habituel.

L'un des gérants, rédacteur en chef : CARAIGNE.

Imprimerie Lacrampe et Fertiaux, rue Damiette, 2.